

RCS : BAR LE DUC

Code greffe : 5501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de BAR LE DUC atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2006 B 40002

Numéro SIREN : 487 748 725

Nom ou dénomination : CORMANTUEL

Ce dépôt a été enregistré le 10/10/2022 sous le numéro de dépôt B2022/002279

Bilan

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort. prov.	Net	Net	
Capital souscrit non appelé (0)					
Actif immobilisé					
Frais d'établissement					
Recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 721	1 194	527	871	- 344
Autres immobilisations corporelles	79 972	17 429	62 543	20 807	41 736
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
Participations évaluées selon mise en équivalence					
Autres participations	9 662 065		9 662 065	9 567 570	94 495
Créances rattachées à des participations	784 491		784 491	1 710 057	- 925 566
Autres titres immobilisés	1 898		1 898	1 898	
Prêts					
Autres immobilisations financières	40		40	40	
TOTAL (I)	10 530 188	18 623	10 511 564	11 301 242	- 789 678
Actif circulant					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens					
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Clients et comptes rattachés	46 626		46 626	7 569	39 057
Autres créances					
. Fournisseurs débiteurs					
. Personnel					
. Organismes sociaux	1 838		1 838	3 430	- 1 592
. Etat, impôts sur les bénéfices	56 329		56 329		56 329
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	1 277		1 277	1 206	71
. Autres					
Capital souscrit et appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement					
Disponibilités	3 951		3 951	18 768	- 14 817
Instruments financiers à terme et jetons détenus					
Charges constatées d'avance	675		675	525	150
TOTAL (II)	110 695		110 695	31 498	79 197
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecart de conversion et différences d'évaluation actif (V)					
TOTAL ACTIF (0 à V)	10 640 883	18 623	10 622 259	11 332 739	- 710 480

Bilan (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)	Variation
Capitaux Propres			
Capital social ou individuel (dont versé : 1 440 000)	1 440 000	1 440 000	
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...			
Ecart de réévaluation			
Réserve légale	144 000	144 000	
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves	517 866	491 931	25 935
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice	-225 609	169 935	- 395 544
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées	375 404	223 726	151 678
Résultat de l'exercice précédent à affecter			
TOTAL (I)	2 251 661	2 469 592	- 217 931
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
TOTAL (II)			
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
TOTAL (III)			
Emprunts et dettes			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
. Emprunts	6 858 637	7 642 089	- 783 452
. Découverts, concours bancaires	163	112	51
Emprunts et dettes financières diverses			
. Divers	1 442 756	1 004 354	438 402
. Associés	5 006	97 376	- 92 370
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 861	10 017	- 1 156
Dettes fiscales et sociales			
. Personnel	20 144		20 144
. Organismes sociaux	18 882		18 882
. Etat, impôts sur les bénéfices		99 933	- 99 933
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	15 174	9 266	5 908
. Etat, obligations cautionnées			
. Autres impôts, taxes et assimilés	975		975
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Instruments financiers à terme			
Produits constatés d'avance			
TOTAL (IV)	8 370 598	8 863 147	- 492 549
Ecart de conversion et différences d'évaluation passif(V)			
TOTAL PASSIF (I à V)	10 622 259	11 332 739	- 710 480

Compte de résultat

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)	Variation absolue	%
	France	Exportations	Total	Total		
Ventes de marchandises						
Production vendue biens						
Production vendue services	452 855		452 855	343 781	109 074	31,73
Chiffres d'affaires Nets	452 855		452 855	343 781	109 074	31,73
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation						
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges				19 338	- 19 338	-100
Autres produits			1		1	N/S
Total des produits d'exploitation (I)			452 856	363 119	89 737	24,71
Achats de marchandises (y compris droits de douane)						
Variation de stock (marchandises)						
Achats de matières premières et autres approvisionnements						
Variation de stock (matières premières et autres approv.)						
Autres achats et charges externes			54 110	68 403	- 14 293	-20,90
Impôts, taxes et versements assimilés			3 601	4 018	- 417	-10,38
Salaires et traitements			260 802	180 000	80 802	44,89
Charges sociales			147 852	118 823	29 029	24,43
Dotations aux amortissements sur immobilisations			12 399	3 257	9 142	280,69
Dotations aux provisions sur immobilisations						
Dotations aux provisions sur actif circulant						
Dotations aux provisions pour risques et charges						
Autres charges			17	0	17	N/S
Total des charges d'exploitation (II)			478 781	374 502	104 279	27,84
RESULTAT EXPLOITATION (I-II)			-25 926	-11 382	- 14 544	127,78
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						
Produits financiers de participations			13 554	388 832	- 375 278	-96,51
Produits des autres valeurs mobilières et créances						
Autres intérêts et produits assimilés			44	26	18	69,23
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
Total des produits financiers (V)			13 598	388 858	- 375 260	-96,50
Dotations financières aux amortissements et provisions						
Intérêts et charges assimilées			101 600	104 604	- 3 004	-2,87
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement						
Total des charges financières (VI)			101 600	104 604	- 3 004	-2,87
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			-88 002	284 254	- 372 256	-130,96
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)			-113 928	272 872	- 386 800	-141,75

Compte de résultat (suite)

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)	Variation absolue	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	2 958		2 958	N/S
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (VII)	2 958		2 958	N/S
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	837		837	N/S
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	151 679	151 679		0,00
Total des charges exceptionnelles (VIII)	152 515	151 679	836	0,55
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-149 557	-151 679	2 122	1,40
Participation des salariés (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)	-37 876	-48 742	10 866	22,29
Total des Produits (I+III+V+VII)	469 412	751 978	- 282 566	-37,58
Total des charges (II+IV+VI+VII+IX+X)	695 021	582 042	112 979	19,41
RESULTAT NET	-225 609	169 935	- 395 544	-232,76
Dont Crédit-bail mobilier				
Dont Crédit-bail immobilier				

Annexes légales

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2021 dont le total est de 10 622 259,35 euros et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de -225 609,19 euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

SOMMAIRE

REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Règles et méthodes comptables
- Changements de méthode
- Informations complémentaires pour donner une image fidèle

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- Etat des immobilisations
- Etat des amortissements
- Etat des provisions
- Etat des échéances des créances et des dettes

Informations et commentaires sur :

- Eléments relevant de plusieurs postes du bilan
- Produits et avoirs à recevoir
- Charges à payer et avoirs à établir
- Charges et produits constatés d'avance
- Composition du capital social
- Ventilation du chiffre d'affaires net

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

- Engagements financiers
- Effectif moyen
- Liste des filiales et participations

Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes:

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

Matériel et outillage industriel	05 ans
Matériel de transport	05 ans
Matériel du bureau et informatique	03 ans

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat et frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

Les immobilisations financières de la société sont constituées de titres de participation et de créances rattachées à ces participations.

Les titres de participation sont les suivants au 31 décembre 2020:

- Titres de la société Gisaldo pour 749 384 euros, avec un pourcentage de détention de 99.88%;
- Titres de la société Nadflo pour 95 332 euros, avec un pourcentage de détention de 99.99%;
- Titres de la SCI Les Maisons d'Antoine pour 15 001 euros, avec un pourcentage de détention de 99.50%;
- Titres de la société Mirabella pour 2 253 476 euros, avec un pourcentage de détention de 95.24%;
- Titres de la SCI Victoria pour 6 358 393 euros, avec un pourcentage de détention de 99%.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Changements de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N°2014-03 du 05 juin 2014, modifié par le règlement ANC N°2016-07 du 04 novembre 2016
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce

Informations complémentaires pour donner une image fidèle

La société CORMANTUEL est en intégration fiscale avec la SAS MIRABELLA depuis le 1er janvier 2018. La société CORMANTUEL est la société tête de groupe.

La société CORMANTUEL a acquis une participation complémentaire (acquisition de 594 actions sur les 12 500) dans la filiale NADFLO le 27 décembre 2021 pour un prix de 95 332 euros. La participation dans cette filiale s'élève à 99.99% à la clôture.

Etat des immobilisations

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst
Frais d'établissement, recherche et développement			
Autres immobilisations incorporelles			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions	1 721		
Installations techniques, matériel et outillages industriels			
Autres installations, agencements, aménagements			
Matériel de transport	22 164		53 791
Matériel de bureau, informatique, mobilier	4 017		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	27 902		53 791
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations	11 277 626		95 332
Autres titres immobilisés	1 898		
Prêts et autres immobilisations financières	40		
TOTAL	11 279 564		95 332
TOTAL GENERAL	11 307 466		149 123

	Diminutions		Valeur brute immob. à fin exercice	Réév. Lég. Val. Origine à fin exercice
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, constructions			1 721	1 721
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres installations, agencements, aménagements				
Matériel de transport			75 955	75 955
Matériel de bureau, informatique, mobilier			4 017	4 017
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL			81 694	81 694
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations		926 403	10 446 557	10 446 557
Autres titres immobilisés			1 898	1 898
Prêts et autres immobilisations financières			40	40
TOTAL		926 403	10 448 494	10 448 495
TOTAL GENERAL		926 403	10 530 188	10 530 189

Etat des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Eléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche				
Autres immobilisations incorporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels	850	344		1 194
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport	1 837	11 615		13 452
Matériel de bureau, informatique, mobilier	3 538	439		3 977
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	6 224	12 399		18 623
TOTAL GENERAL	6 224	12 399		18 623

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la provision pour amort. dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exception.	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche					
Autres immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	344				
Installations générales, agencements divers					
Matériel de transport	11 615				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	439				
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	12 399				
TOTAL GENERAL	12 399				

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début	Augmentation	Dotations aux amort.	Montant net à la fin
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement obligations				

Etat des provisions

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements Pour investissement Pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92 Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92 Pour prêts d'installation Autres provisions réglementées	223 726	151 679		375 404
TOTAL Provisions réglementées	223 726	151 679		375 404
Pour litiges Pour garanties données clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations Pour impôts Pour renouvellement immobilisations Pour grosses réparations Pour charges sur congés payés Autres provisions				
TOTAL Provisions				
Sur immobilisations incorporelles Sur immobilisations corporelles Sur titres mis en équivalence Sur titres de participation Sur autres immobilisations financières Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres dépréciations				
TOTAL Dépréciations				
TOTAL GENERAL	223 726	151 679		375 404
Dont dotations et reprises : - d'exploitation - financières - exceptionnelles		151 679		

Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations	784 491	784 491	0
Prêts			
Autres immobilisations financières	40		40
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	46 626	46 626	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale, autres organismes sociaux	1 838	1 838	
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices	56 329	56 329	
- T.V.A	1 277	1 277	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance	675	675	
TOTAL GENERAL	891 276	891 235	40
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum	163	163		
- plus d'un an	6 858 637	849 796	3 455 822	2 553 018
Emprunts et dettes financières divers	1 442 756	1 442 756		
Fournisseurs et comptes rattachés	8 861	8 861		
Personnel et comptes rattachés	20 144	20 144		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	18 882	18 882		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices				
- T.V.A	15 174	15 174		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	975	975		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	5 006	5 006		
Autres dettes				
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	8 370 598	2 361 758	3 455 822	2 553 018
Emprunts souscrits en cours d'exercice	49 725			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	833 178			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés	4 996			

CORMANTUEL

Société à responsabilité limitée au capital de 1.440.000 Euros
Siège social : 6 rue Porte de Bourgogne - 55700 STENAY
RCS : BAR LE DUC 487 748 725

EXTRAIT D'AFFECTATION AGO DU 29 JUILLET 2022

Proposition de résolution d'affectation du résultat 2021

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, connaissance prise de la certification des comptes par le Commissaire aux Comptes, approuve la proposition de la gérance et décide d'affecter la perte de l'exercice s'élevant à **225.609 Euros** de la manière suivante :

- Au poste « Autres réserves » pour - **225.609 Euros**

L'Assemblée Générale décide en outre de prélever sur le compte « Autres Réserves » une somme de 144.000 € aux fins de distribution de dividendes aux Associés.

Vote de l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 juillet 2022

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Certifié conforme
La Gérance



CORMANTUEL

SARL au capital de 1 440 000 euros
Siège social : 6 rue Porte de Bourgogne
55700 STENAY

R.C.S. : BAR LE DUC 487 748 725

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2021

FITECO

8 Rue Claude Bernard
28630 LE COUDRAY

Tél : 02.37.25.15.15
Email : lecoudray@fiteco.com

À l'Assemblée Générale de la société **CORMANTUEL**,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société **CORMANTUEL** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Gérant.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait au COUDRAY, le 14 juin 2022

FITECO,

Commissaire aux Comptes



Emmanuel NEVEU

Associé